



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.14/35
8 mars 1988

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Neuvième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Niamey (République du Niger)
5 - 12 avril 1988

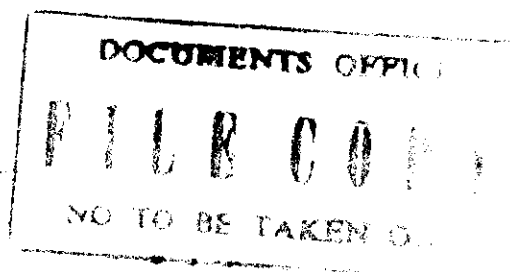
Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-troisième session de la Commission/
quatorzième réunion de la Conférence
des ministres

Niamey (République du Niger)
14 - 18 avril 1988

Point 6 de l'ordre du jour provisoire**



PROPOSITIONS EN VUE DE LA TROISIEME MISE A JOUR ET DE LA REVISION
DU PLAN A MOYEN TERME POUR LA PERIODE 1984-1989

* E/ECA/TPCW.9/1/Rev.1.
** E/ECA/CM.14/1.

I. INTRODUCTION

1. Comme le titre du présent document l'indique, les propositions qui figurent ici sont faites en vue de la mise à jour et de la révision du plan à moyen terme pour la période 1984-1989. Cependant, conformément à la décision de l'Assemblée générale, qui a adopté en 1981 le plan à moyen terme pour la période 1984-1989, le plan devait être un plan pour six ans ne devant faire l'objet que de deux révisions tous les deux ans. Ces révisions ont été faites en 1984 et en 1986. Ainsi, dans des circonstances normales, le plan à moyen terme pour la période 1984-1989 aurait dû aller jusqu'à la fin de 1989. C'est pour cette raison en fait que le projet de plan à moyen terme pour la période 1990-1995 1/ a été présenté par le Secrétaire exécutif, pour examen à la Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification à sa treizième réunion/vingt-deuxième session de la Commission en avril 1987. On se rappellera en outre que le projet de plan ayant un caractère provisoire et devant être examiné de façon plus approfondie afin que les Etats membres puissent soumettre des commentaires et présenter des directives appropriées, les ministres avaient décidé de désigner un comité spécial à composition non limitée qui serait chargé d'examiner le projet de plan et de formuler des recommandations qui seraient envoyées, en leur nom, au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies 2/

2. Malheureusement, en raison des réformes en cours découlant de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale relative à l'étude approfondie des structures intergouvernementales et du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies et compte tenu du fait que le Secrétaire général voulait faire appliquer l'élément de cette résolution qui souligne la nécessité pour les Etats membres d'être étroitement associés au processus de consultations en vue de l'élaboration du plan à moyen terme et de sa présentation, le Secrétaire général a décidé de soumettre à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Comité du programme de la coordination et du Conseil économique et social, des propositions visant à prolonger le plan à moyen terme pour la période 1984-1989 de deux ans encore jusqu'en 1991, au lieu de présenter des propositions pour la période 1990-1995.

3. Décider de proposer que le plan à moyen terme pour la période 1984-1989 soit prolongée jusqu'en 1991, au lieu de présenter un nouveau plan à moyen terme pour la période 1990-1995 équivalait en quelque sorte à demander qu'il ne soit pas exigé qu'on présente en 1988 pour examen et adoption des propositions pour la période 1990-1995. Cependant, compte tenu de la nécessité de faire appliquer comme il se doit les dispositions de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale et de jeter de nouvelles bases pour les activités de l'Organisation, le Comité du programme et de la coordination a décidé, à titre exceptionnel, de recommander : "que l'Assemblée générale envisage favorablement de poursuivre jusqu'en 1991, les priorités et activités du plan à moyen terme pour la période

1/ E/ECA/CM.13/41.

2/ Voir résolution 617 (XXII) de la CEA.

1984-1989, sous réserve d'une révision complète et extensive de ce plan qui pourrait être demandée au titre des textes promulgués par l'Assemblée générale et par les organismes intergouvernementaux techniques et régionaux dans le cadre de leurs compétences" 3/. L'Assemblée générale a, à titre exceptionnel, approuvé la recommandation.

4. En effet, on s'est rendu compte qu'il n'était plus nécessaire que le Comité spécial établi par la Conférence des ministres se réunisse pour examiner des propositions portant sur le projet de plan à moyen terme pour la période 1990-1995.

5. Bien que cette troisième révision ait été autorisée à titre exceptionnel, elle est néanmoins effectuée conformément aux dispositions du règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation tels qu'ils figurent dans la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/PPMBE/Rules/(1987) en date du 7 mars 1987.

6. Plus précisément, l'article 3.11 stipule que "le plan à moyen terme est réexaminé selon les besoins tous les deux ans de manière à y incorporer les modifications à apporter aux programmes; les modifications apportées au plan sont examinées par l'Assemblée générale un an avant la présentation du budget-programme prévoyant l'application des dites modifications. Les modifications proposées sont aussi détaillées qu'il est nécessaire pour indiquer les incidences que les résolutions et décisions adoptées par des organes intergouvernementaux ou des conférences internationales depuis l'adoption du plan ont sur les programmes", et la règle 103.11 stipule que des modifications doivent être apportées au plan, entre autres :

a) Lorsque des directives d'organes intergouvernementaux ultérieures à l'adoption du plan amènent à ajouter de nouveaux sous-programmes ou à modifier sensiblement les sous-programmes existants;

b) Lorsque, de l'avis du Secrétaire général, les directives relatives aux programmes sont dépassées;

c) Lorsque des modifications quant au montant des contributions volontaires disponibles entraînent des modifications de programme;

d) Lorsque le Secrétaire général juge nécessaire de proposer, au niveau des sous-programmes, des activités nouvelles pour lesquelles il n'existe pas de directives émanant d'un organe intergouvernemental.

3/ Voir A/42/16 (partie II) Rapport du Comité du programme et de la coordination, paragraphe 100.

7. Par conséquent, les résolutions et décisions de la Conférence des ministres et de ses organes subsidiaires polyvalents et sectoriels, du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale depuis 1986 constituent la base des propositions figurant dans le présent document. Ultérieurement, le plan à moyen terme pour la période 1984-1989 sous sa forme révisée servira de cadre à l'élaboration du projet de budget-programme pour la période biennale 1990-1991, qui sera soumis pour examen et approbation à l'Assemblée générale à sa quarante quatrième session en 1989 par l'intermédiaire du Conseil économique et social, du Comité du programme et de la coordination (CPC) et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) lors de leurs réunions respectives en 1989.

8. La mise à jour et les modifications proposées dans le présent document entrent sous les rubriques suivantes :

- a) Programmes ou sous-programmes entièrement nouveaux;
- b) Modifications importantes apportées à des sous-programmes existants;
- c) Modifications de textes mineurs.

9. Un programme ou sous-programme totalement nouveau n'est nécessaire que si les directives d'un organe intergouvernemental adoptées après l'approbation de la première révision du plan amènent à effectuer des activités dont les objectifs et la stratégie ne sont pas envisagés dans le plan et dans le cadre d'exécution.

10. Il est nécessaire de modifier un sous-programme de façon importante s'il y a eu une modification des directives de l'organe intergouvernemental ou s'il y a eu une évolution des problèmes traités telle qu'elle compromet ses objectifs ou la méthode proposée dans la stratégie pour la dernière période biennale couverte par le plan. Un changement de structure qui n'a pas d'effet sur les objectifs ou la stratégie du sous-programme ne motive pas une révision du plan.

11. Des modifications mineures du texte ne se justifient que lorsque les objectifs ou la stratégie d'un sous-programme ne font pas l'objet de modifications importantes mais lorsque des modifications mineures du texte du plan en cours semblent nécessaires pour corriger des erreurs ou définir un mandat plus clair pour les activités qui pourraient être proposées dans le budget-programme pour la période biennale 1990-1991.

12. Puisque les modifications mineures de texte ne touchent pas le fond des programmes, elles ne sont pas présentées ici dans le cadre de la révision du plan.

13. La troisième révision du plan sera examinée par le Comité du programme et de la coordination à sa vingt et unième session et par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires en avril-mai 1988 et ultérieurement par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire en 1988 et l'Assemblée générale à sa quarante-troisième session en 1988.

II. MODIFICATIONS PROPOSEES

14. Conformément à la définition donnée plus haut, trois nouveaux sous-programmes ont été proposés :

a) Un nouveau sous-programme 7 intitulé "Services de traitement de textes et de traitement électronique des données pour le secrétariat de la CEA" au titre du programme : "questions et politiques du développement en Afrique;

b) Un autre nouveau sous-programme 5 intitulé "information commerciale, études de marché et promotion du commerce" au titre du programme : "Commerce international et financement du développement en Afrique;

c) Un nouveau sous-programme non encore numéroté intitulé : "élaboration de politiques, planification et mise en place d'institutions dans le domaine social" au titre du programme : "Développement social en Afrique.

15. Des modifications importantes apportées aux deux sous-programmes suivants :

Sous-programme 8 : Développement des systèmes informatiques et des services aux usagers au titre du programme : questions et politiques du développement en Afrique;

Sous-programme 2 : "Les jeunes et l'action sociale" au titre du programme : "Développement social en Afrique" et portant le nouveau titre suivant : Programmes et services sociaux.

1. NOUVEAUX SOUS-PROGRAMMES PROPOSES

Grand programme : QUESTIONS ET POLITIQUES DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Programme : Questions et politiques du développement en Afrique (CEA)

Il est proposé d'ajouter le nouveau sous-programme ci-après au plan à moyen terme pour la période 1984-1989 figurant dans la résolution A/39/6 tel que révisé dans A/41/6.

A. Texte explicatif

Au sein de la plupart des organismes des Nations Unies, les services de traitement électronique de données (TED) et les systèmes d'information font partie de la même structure administrative. C'est en particulier le cas au Siège à New York. A la CEA cependant, les sous-programmes relatifs aux services de TED et aux systèmes d'information sont répartis entre différents grands programmes : les premiers au titre du programme administration et services communs et les derniers au titre du programme questions et politiques du développement. En regroupant les deux services étroitement liés en sous-programmes consécutifs (7 et 8) au titre d'un programme intitulé questions et politiques du développement, on pourrait assurer une utilisation plus rationnelle et plus efficace des ressources afin de gérer plus efficacement et fournir des systèmes d'information au secrétariat ainsi qu'aux Etats membres africains. Cela donnera lieu aussi à une étroite coopération entre ces services et systèmes d'une part

et le Conseil des innovations technologiques récemment créé de l'autre. La CEA a fait cette suggestion en vue de réorganiser ces sous-programmes eu égard à l'examen des secteurs économiques et sociaux notamment humanitaires de l'Organisation des Nations Unies et à la rationalisation des activités du secrétariat.

B. SOUS-PROGRAMME 7 : SERVICES DE TRAITEMENT DE TEXTES ET DE TRAITEMENT ELECTRONIQUE DE DONNEES POUR LE SECRETARIAT DE LA CEA

a) Texte portant autorisation du programme

Le texte portant autorisation de sous-programme est la résolution 600(XXII).

b) Objectifs

i) Objectifs généraux du secrétariat

Fournir des services de traitement de textes et de traitement électronique de données pour toutes les applications informatiques nécessaires au sein du secrétariat de la CEA, assurer un entretien des installations d'ordinateurs et former les utilisateurs internes à l'utilisation des installations disponibles.

ii) Objectifs subsidiaires du secrétariat limités dans le temps

Développer l'informatique de bureau au sein du secrétariat.

c) Problème traité

Alors que d'autres secrétariats des Nations Unies ont automatisé leur service de traitement de données et de traitement de textes en ce qui concerne leurs activités essentielles, les services financiers, administratifs, de personnel, de gestion et autres et ont par conséquent augmenté considérablement leur productivité, le manque de ressources a empêché la CEA de moderniser son système informatique, ce qui a débouché sur une faible productivité. En conséquence, la CEA est très loin derrière les autres services des Nations Unies pour ce qui est des installations d'ordinateurs et de l'automatisation des bureaux. Ainsi donc il importe d'accorder une attention particulière aux services de traitement de textes et de traitement électronique de données de la CEA au cours de la période biennale 1990-1991 de façon à mettre la CEA au même niveau que d'autres organismes des Nations Unies.

d) Stratégie

Stratégie pour la période 1990-1991

Au cours de la période 1990-1991, les activités suivantes seront entreprises : fourniture de micro-ordinateurs à fonctionnement autonome, en vue de leur utilisation au sein des réseaux locaux et/ou qui seront liés à l'unité centrale de traitement, au personnel (à la fois aux administrateurs et aux agents des services généraux) au sein des divisions organiques ainsi que dans les autres services administratifs et de gestion; accès continu à la CEA à d'autres bases de données du système des Nations Unies; procéder à un échange accru de données

et d'informations avec les autres organismes du système des Nations Unies grâce au réseau de communications de données, conjointement avec la section de formation de la CEA; former des utilisateurs internes à utiliser les micro-ordinateurs; services consultatifs aux divisions organiques et à l'administration de la CEA à propos de l'achat du matériel de façon à assurer des résultats optimaux ainsi que la compatibilité entre la CEA et les autres organismes du système des Nations Unies; mise en place et entretien des systèmes opérationnels, de bases de données et de logiciels d'application et assistance technique ainsi que services d'appui aux programmes, aux divisions organiques de la CEA; gestion de la liste de distribution de la CEA; programmation et suivi de l'entretien des ordinateurs; conception et mise en place de programmes utilitaires et de nouvelles applications en vue de fournir aux utilisateurs finals des systèmes améliorés de planification, de contrôle et de prévision.

Grand programme : COMMERCE INTERNATIONAL ET FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT

Programme : Commerce international et financement du développement en Afrique (CEA)

Il est proposé d'ajouter le nouveau sous-programme ci-après au plan à moyen terme pour la période 1984-1989 figurant dans A/37/6.

A. Texte explicatif

Dans le plan à moyen terme 1984-1989, les questions relatives à la promotion du commerce, à l'étude de marché et à l'information sur le commerce figurent au sous-programme 2 - commerce intra-africain. Aussi bien les objectifs que les problèmes traités ne définissent pas clairement ce qui devrait être fait dans le domaine de l'information sur le commerce. En pratique, ces activités portent essentiellement sur le commerce intérieur et des problèmes se posent souvent lorsqu'il s'agit de faire un rapport budgétaire sur les activités entreprises au titre d'autres sous-programmes. Les objectifs en ce qui concerne l'information sur le commerce, la commercialisation et la promotion du commerce ont évolué considérablement au cours des deux dernières périodes biennales, ce qui justifie un nouveau sous-programme. Il est maintenant prévu de faire porter les activités au titre de la promotion du commerce, de l'étude de marché et de la commercialisation sur toutes les perspectives du commerce plutôt que de les limiter tout simplement au commerce intra-africain comme cela semble être le cas dans le texte actuel. Le but est de fournir des services consultatifs et une assistance technique aux Etats membres en ce qui concerne tous les aspects de la promotion commerciale et la gestion des importations, la formation ainsi que le renforcement des institutions actuelles de promotion du commerce et de commercialisation aux niveaux national, sous-régional et régional. Les ministres africains du commerce se sont, à plusieurs reprises inquiétés du manque de moyens systématiques de traitement des données commerciales dans les pays africains. Ils conviennent tous que le manque de moyens d'information, de promotion du commerce et de commercialisation dans les pays africains explique en général les résultats médiocres obtenus dans le domaine des exportations aussi bien en ce qui concerne le commerce extérieur qu'intra-africain et les difficultés rencontrées sur le plan de la gestion des importations. Le nouveau sous-programme proposé vise clairement à définir

la nature et la portée des travaux de la CEA en matière de traitement des données sur le commerce, l'étude de marché et la promotion commerciale en tant que partie importante et intégrale de la politique de développement. Cette proposition se fonde sur les structures de programmes d'autres commissions régionales (à savoir la Commission économique pour l'Europe et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique) où la promotion du commerce, l'étude de marché et l'information sur le commerce se sont vus attribuer un rôle important.

B. SOUS-PROGRAMME 5 : INFORMATION SUR LE COMMERCE, ETUDE DE MARCHE ET PROMOTION DU COMMERCE

a) Textes portant autorisation

Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont le Plan d'action de Lagos et les résolutions 541 (XX) et 568 (XXI) de la Conférence des ministres de la CEA.

b) Objectifs

i) Objectifs au niveau intergouvernemental

Les objectifs au niveau intergouvernemental du présent sous-programme sont les suivants : concevoir, développer et promouvoir la coopération dans le domaine de l'échange de l'information sur le commerce, de l'étude de marché et de l'information commerciale. Grâce à diverses décisions prises au niveau multinational, les Etats membres ont manifesté leur volonté d'améliorer leurs moyens en ce qui concerne la formulation et l'exécution de politiques de promotion commerciale appropriées et de partager les connaissances et l'information concernant les techniques de commercialisation et le traitement des données commerciales de façon à développer le commerce intérieur, intra-africain et extérieur. La création d'un réseau de systèmes nationaux, sous-régionaux et régionaux africains d'information sur le commerce est en outre un objectif visant à aider les Etats membres et leurs organisations intergouvernementales à appliquer effectivement des mesures visant à assurer l'expansion du commerce ainsi que le développement économique et social général.

ii) Objectifs généraux du secrétariat

Les objectifs du secrétariat dans ce domaine sont les suivants : aider les Etats membres à mettre en place des systèmes de promotion commerciale et de traitement de données sur le commerce modernes et fiables plus efficaces afin de faciliter la réalisation de leurs objectifs et priorités en matière de développement économique et social; créer des centres de liaison sous-régionaux et régionaux pour des systèmes d'information sur le commerce avec des formats, des procédures et un matériel de traitement électronique de données uniformisés; augmenter les échanges, développer l'analyse et la recherche en matière d'information commerciale grâce à des bulletins, des répertoires, des microfiches, des bandes et d'autres formes de contacts; établir des liens adéquats avec des institutions commerciales en dehors du continent africain aux niveaux national et international afin de faciliter le flux de l'information commerciale entre l'Afrique et le reste du monde.

iii) Objectifs du secrétariat limités dans le temps

Sensibiliser de nouveau les pays africains à la nécessité de développer l'information sur le commerce, la promotion commerciale et l'étude de marché en tant que base d'une politique commerciale plus dynamique; normaliser la documentation et l'information sur le commerce de façon à ce que les commerçants ordinaires les comprennent mieux et les utilisent plus efficacement; perfectionner les compétences techniques et de gestion des agents et des institutions s'occupant de promotion commerciale en Afrique et accroître l'échange de l'information commerciale disponible entre les pays africains grâce à une automatisation plus poussée et à une utilisation accrue des installations de traitement de données.

c) Problème traité

Malgré les récents progrès en informatique et dans le traitement de données, la région africaine est encore en retard pour ce qui est des systèmes d'information, d'analyse et de diffusion dans le domaine du commerce. On peut expliquer cette situation en partie par le fait que l'information sur le commerce, l'étude de marché et la promotion commerciale n'ont été abordées que d'une façon ponctuelle. Des questionnaires envoyés aux Etats membres à propos de l'information commerciale révèlent qu'il y a un manque considérable d'informations en ce domaine. De nombreux pays africains ne disposent toujours pas de compétences modernes dans le domaine de la commercialisation, de la promotion commerciale et de l'information sur le commerce. En conséquence, ils ne se rendent pas pleinement compte de leur potentiel d'exportation. Il convient donc de chercher à résoudre deux grands problèmes. D'abord au niveau international, les techniques et les systèmes d'échange, notamment les flux de données transfrontières, doivent être développées et perfectionnées chaque année de façon à tenir compte des nouvelles possibilités commerciales. Les exportateurs et importateurs autochtones africains ne sont généralement pas en mesure de suivre cette évolution. Deuxièmement, aux niveaux national, sous-régional et régional, la plupart des pays africains se heurtent toujours à de graves problèmes quand il s'agit d'élaborer une information fiable, adéquate et à jour sur le commerce intra-africain. Ce problème se pose de façon plus aiguë en ce qui concerne l'application des protocoles sur le commerce des organisations sous-régionales ainsi que la création de marchés communs. Un autre gros problème est le manque d'efficacité des organisations nationales, sous-régionales et régionales de promotion commerciale qui ont besoin d'améliorer leurs moyens dans les domaines de la collecte, de l'analyse et de la diffusion de l'information commerciale aux utilisateurs finals. De même, les faits montrent que c'est avec plus ou moins de succès que les politiques de promotion des exportations sont appliquées et que des problèmes immenses se posent en ce qui concerne la gestion des importations du fait de l'absence de techniques pour la rationalisation, la gestion et l'achat des importations.

La période 1990-1991

Conformément aux problèmes identifiés, la stratégie pour la période 1990-1991 consistera essentiellement à fournir des services consultatifs dans les domaines des politiques de promotion commerciale, globale, de la gestion des importations, du traitement des données commerciales et de la commercialisation.

Les services consultatifs techniques ainsi que la formation viseront à renforcer les institutions actuelles de promotion commerciale, à améliorer les systèmes d'information sur le commerce et à faire adopter des méthodes d'étude de marché plus globales et plus appropriées en ce qui concerne le commerce extérieur, le commerce intra-africain et le commerce intérieur. Des programmes plus intensifs seront adoptés en vue d'améliorer les réseaux d'information commerciale en tant que moyens d'accélérer la recherche et la diffusion de l'information sur le commerce. Des mesures seront appliquées en vue de permettre aux commerçants et entrepreneurs autochtones privés d'avoir un meilleur accès à l'information commerciale et aux techniques récentes en matière de promotion du commerce. Des efforts seront déployés en vue d'établir une coopération étroite entre les Etats membres ainsi qu'avec les systèmes sous-régionaux de promotion commerciale et d'information sur le commerce. Une nouvelle méthode en matière de commerce et d'information commerciale consistera à normaliser les données sur le commerce de façon à ce qu'elles soient comprises et utilisées plus facilement dans tous les pays africains. Un appui direct et des services consultatifs seront fournis aux chambres de commerce nationales et sous-régionales ainsi qu'à la Fédération africaine des chambres de commerce. Des services consultatifs spécifiques dans le domaine de la gestion du commerce seront développés de façon à aider les pays membres notamment les commerçants et distributeurs autochtones privés en ce qui concerne : a) la formation et le perfectionnement du personnel; b) la commercialisation des exportations; c) les techniques de gestion d'achat et des importations; d) la gestion des organismes de commercialisation d'Etat; et e) l'adoption généralisée du traitement électronique de l'information commerciale.

Grand programme : DEVELOPPEMENT SOCIAL ET AFFAIRES HUMANITAIRES

Programme : Développement social en Afrique (CEA)

Il est proposé d'ajouter le nouveau sous-programme ci-après au plan à moyen terme pour la période 1984-1989 figurant dans A/37/6.

A. Texte explicatif

Les tendances du développement économique et social global en Afrique, notamment telles qu'elles ressortent des années de crise du milieu des années 80, ont mis en évidence la nécessité de garder constamment à l'étude les politiques de développement social (notamment les politiques d'action sociale) et de prévoir des programmes traitant de ces politiques en tant que parties intégrantes des plans nationaux de développement ou de programmes spéciaux dans le domaine du développement économique et social.

Les organes intergouvernementaux régionaux ont souligné cette nécessité au cours de réunions récentes. En particulier, la Conférence des ministres africains des affaires sociales, à sa quatrième réunion tenue en mars 1985, dans sa résolution 6(IV) a attiré l'attention, sur : "les graves conséquences

de la situation économique et sociale critique en Afrique sur le bien-être des populations en Afrique" et au paragraphe 1 du dispositif de cette résolution, a prié instamment tous les Etats membres d'intensifier leurs efforts visant à : "examiner et à évaluer leurs politiques et programmes de protection sociale" afin de satisfaire les besoins de leurs populations. La Conférence des ministres de la CEA a adopté la résolution 601(XXII) du 24 avril 1987, relative à la situation sociale en Afrique et qui, au paragraphe 1 de son dispositif, invitait les Etats membres à accorder une priorité élevée, dans leurs plans de développement nationaux, aux politiques et programmes de développement social. Le paragraphe 4 du dispositif soulignait l'intérêt de procéder à des travaux de recherche et d'analyse et d'échanger des informations sur les effets sociaux de la récente crise économique afin de formuler et d'appliquer des mesures de politique générale. Le paragraphe 6 du dispositif priait le secrétariat de fournir aux Etats membres l'appui nécessaire pour la formulation de leurs programmes de développement social en Afrique tandis que le paragraphe 7 du dispositif priait le secrétariat de faire rapport à la Conférence des ministres tous les deux ans sur la situation sociale en Afrique.

D'autres résolutions invitent les Etats membres et le secrétariat à traiter de façon plus efficace les effets sociaux du développement notamment la résolution S-13/2 de l'Assemblée générale relative au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990, la résolution 40/98 sur l'amélioration du rôle des Nations Unies dans le domaine du développement social, la résolution 40/100 sur la situation sociale dans le monde et la résolution 41/142 relative à l'application de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social.

Ces mandats régionaux et mondiaux qui ont été adoptés après l'adoption du plan à moyen terme 1984-1989, ont préconisé de nouvelles activités ainsi que de nouveaux objectifs et stratégies qui ne sont pas envisagés dans le plan. Il importe en outre de noter que dans le plan en cours le programme intitulé : "Développement social en Afrique" n'a jamais été révisé. Son sous-programme 2 : "Les jeunes et l'action sociale" dans lequel on avait tenté par le passé de traiter de questions de politiques et de planification, est en fait essentiellement axé, en raison de son mandat, de ses objectifs et de sa stratégie actuels sur des groupes de population donnés, notamment les jeunes. Les sous-programmes 1, sur le développement rural intégré et 3 sur l'intégration des femmes au développement, sont également spécifiques.

Il est par conséquent proposé d'ajouter au plan à moyen terme un nouveau sous-programme qui porterait essentiellement sur l'analyse de la situation sociale globale et des principaux problèmes de développement social en Afrique, les liens entre les politiques et stratégies sociales appropriées et la promotion de la mise en valeur des ressources humaines et des moyens institutionnels pour l'élaboration et la planification des politiques de développement social dans le cadre de la planification et de la programmation du développement socio-économique national intégré. Par conséquent, le nouveau sous-programme serait intitulé : Elaboration, planification des politiques et mise en place d'institutions dans le domaine social.

B. SOUS-PROGRAMME* : ELABORATION, PLANIFICATION DES POLITIQUES ET MISE EN PLACE D'INSTITUTIONS DANS LE DOMAINE SOCIAL

a) Textes portant autorisation des travaux

Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont les suivants : la résolution 423(XVI) et les paragraphes 1, 4, 6 et 7 de la résolution 601 (XXII) de la Commission; les recommandations de la quatrième réunion de la Conférence des ministres africains des affaires sociales; les résolutions suivantes de l'Assemblée générale : 40/40; 40/98; (paragraphes 1, 2, 4 et 5); 40/100; (paragraphes 11, 12, 13, 14 et 17); 41/142; (paragraphes 4 et 7); S-13/2; les résolutions 1985/26, 1985/64 et 1987/48 du Conseil économique et social; les recommandations de la Consultation interrégionale sur les politiques et programmes de protection sociale orientés vers le développement; le projet de Charte africaine pour l'action sociale approuvé par le Comité intergouvernemental en 1986.

b) Objectifs

i) Objectifs au niveau intergouvernemental

Promouvoir la formulation et la mise en oeuvre de politiques et de plans stratégiques appropriés dans le domaine social en tant que parties intégrantes des plans de développement nationaux en vue de la réalisation d'un développement socio-économique équilibré fondé sur les principes sociaux d'équité, de participation et de justice sociale; promouvoir la mise en valeur des ressources humaines et la mise en place de moyens institutionnels en vue de la planification du développement social et encourager la coopération en matière de développement social aux niveaux sous-régional et régional.

ii) Objectifs généraux du secrétariat

Aider les gouvernements des Etats membres à identifier et à analyser les problèmes qui se posent dans le domaine du développement social en Afrique en tant que base pour la formulation de politiques et de stratégies appropriées dans le domaine social; aider à mettre en place des moyens en matière de planification du développement social dans le cadre de la planification et de la programmation socio-économique globales et promouvoir la coopération technique entre pays africains en développement dans le domaine du développement social.

c) Problème traité

Les efforts que déploient les pays africains pour améliorer les niveaux de vie de leurs populations différentes sur le plan social, économique et culturel se sont heurtés aux obstacles suivants : insuffisance et fragmentation des

* Aucun numéro n'a encore été donné au nouveau sous-programme proposé. Il est suggéré d'en faire un nouveau sous-programme 1 car on y effectue des analyses globales des questions de développement social et on y indique une orientation générale pour l'ensemble du programme en ce qui concerne les domaines traités de façon plus pratique dans les autres sous-programmes relatifs au développement rural intégré, aux jeunes et à l'action sociale et à l'intégration de la femme au développement.

politiques nationales dans le domaine social, manque de compétences et de connaissances appropriées en ce qui concerne la formulation et la planification des politiques dans le domaine social, taux d'accroissement démographique élevés et rareté de ressources financières aggravée par la récente crise économique et la dette extérieure. La faiblesse des liens entre les secteurs sociaux et économiques et les politiques sectorielles ont également engendré de nombreux déséquilibres. C'est pour cette raison que les effets sociaux de la récente crise économique et de certaines des mesures d'ajustement structurel adoptées par les gouvernements ont été particulièrement sévères. La crise et ces mesures ont aggravé la pauvreté, la disparité des revenus, le chômage, entraîné un manque de santé et un accès inéquitable aux infrastructures sociales notamment en ce qui concerne les économiquement faibles dans les zones rurales, les femmes et les enfants dans les zones urbaines.

Ainsi donc, il est urgent d'assurer, de façon opportune et globale, la collecte, l'analyse, l'examen des données ainsi que la formulation, l'application et le suivi de politiques et de programmes de développement social efficaces et coordonnés.

d) Stratégie pour la période 1990-1991

Des travaux de recherche ainsi que des études axées sur les politiques et les mesures à prendre seront effectués en vue d'analyser la situation sociale en Afrique et d'identifier ses principaux problèmes afin d'aider les Etats membres à formuler et à appliquer des politiques, plans stratégiques et programmes appropriés. Des services consultatifs techniques et une assistance technique seront fournis à des pays africains ainsi qu'à des organisations gouvernementales et intergouvernementales sur les moyens de promouvoir la coordination intrasectorielle dans les divers domaines du développement social ainsi que les relations intersectorielles entre le secteur social et le secteur économique dominant. Une assistance sera en outre fournie pour l'amélioration et le renforcement des capacités institutionnelles et des ressources humaines dans le domaine de l'élaboration des politiques sociales ainsi que pour la promotion de la coopération et de l'échange d'informations grâce à des réunions, des voyages d'étude, des séminaires et des stages de formation.

2. MODIFICATIONS IMPORTANTES APPORTEES A DES SOUS-PROGRAMMES EXISTANTS

Grand programme : Questions et politiques du développement

Programme : Questions et politiques du développement en Afrique (CEA)

Le texte suivant est une modification du plan présenté aux paragraphes 10.110/A à 10.110/H du Plan à moyen terme pour la période 1990-1995 figurant dans A/39/6 tel que révisé dans A/41/6, paragraphes 10.110A et 10.110 D.

A. Résolutions et décisions justifiant la révision

La résolution 600(XXII) de la Commission priait le PADIS de poursuivre ses activités en matière de développement de systèmes d'information et de services aux utilisateurs et priait le Secrétaire exécutif de faire en sorte que le développement des services d'information et les services aux utilisateurs fassent

partie des activités devant être financées au titre du budget ordinaire et ce, en commençant par le plan à moyen terme pour la période 1990-1995. Afin d'assurer une efficacité plus grande de l'utilisation des ressources, une gestion et une prestation plus efficaces des services d'information, en regroupant les producteurs et les bénéficiaires et en précisant la portée et l'orientation des activités du PADIS, on a fusionné en un sous-programme unique les anciens sous-programmes 7 et 8 qui figuraient sous le programme intitulé : questions et politiques du développement.

B. SOUS-PROGRAMME 8 : DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION ET SERVICES AUX UTILISATEURS

a) Textes portant autorisation des travaux

Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont les résolutions 359 (XIV), 438 (XVII), 469 (XVII), 498 (XIX), 534 (XX), 581 (XXI) et 600 (XXII).

b) Objectifs

i) Objectif au niveau intergouvernemental

Assurer un mouvement accru, une plus grande fiabilité ainsi que la compatibilité des informations concernant le développement économique et social de la région.

ii) Objectifs généraux du secrétariat

Mettre en place une série de bases de données numériques et non numériques pour le stockage et la diffusion; aider les Etats membres, les institutions sous-régionales et régionales à mettre en place et à utiliser des systèmes d'information et promouvoir l'échange de l'information entre les Etats membres dans le cadre de la coopération technique.

c) Problème traité

Il est nécessaire que les Etats membres aient un accès immédiat aux données nationales et comparatives sur le développement économique et social aux fins de la planification et de la prise de décisions. Très souvent, l'information nécessaire est disponible au sein des services gouvernementaux ou des organisations internationales mais n'est pas disponible/accessibile aux utilisateurs finals (planificateurs, décideurs des gouvernements) au moment où ceux-ci en ont besoin. L'infrastructure en Afrique en matière d'information et de documentation n'est pas suffisamment développée pour faire face aux besoins pressants de la région en matière d'information sur le développement. Pendant des décennies, le domaine de l'information a été négligé et en conséquence, le rôle vital que l'information joue en tant qu'apport à toute activité humaine et produit de celle-ci a été négligé. L'information, convenablement organisée et gérée est un préalable au développement autonome de l'Afrique.

De façon plus précise, les principaux problèmes qui entravent l'organisation efficace de l'information et la fourniture harmonieuse de services d'information au niveau national en Afrique sont les suivants : l'absence, dans la plupart

des cas, d'organes nationaux dans le domaine des politiques d'information; la pénurie de ressources humaines, matérielles et financières, le fait que les utilisateurs ne savent pas que des données sont disponibles et accessibles et qu'ils rechignent à rechercher l'information/les données, pour les utiliser pour la planification et la prise de décision; l'insuffisance des moyens de formation; la grave pénurie de spécialistes et de techniciens de niveau intermédiaire; le peu de considération dont le personnel informaticien fait l'objet, la rareté des possibilités de formation aux techniques modernes de traitement de l'information; l'utilisation de méthodes dépassées de traitement, de stockage et de diffusion de l'information et le faible rang de priorité accordé aux systèmes et aux services d'information dans les plans nationaux de développement. L'utilisation de méthodes incompatibles de collecte, et de classement de l'information et de mauvais mécanismes de communication ont généré l'échange entre les pays d'information et de données d'expérience sur le développement.

d) Stratégie pour la période 1990-1991

Les activités au titre de ce sous-programme sont de caractère continu. Au cours de cette période, les activités suivantes seront entreprises :

- Services consultatifs sur l'élaboration d'une politique nationale en matière d'information et sur l'établissement et le renforcement des centres nationaux de documentation et de liens avec les réseaux PADIS;
- Développement de services aux utilisateurs en vue d'encourager l'utilisation du réseau grâce à la mise au point de produits d'information novateurs et à la formation d'utilisateurs;
- Formation du personnel des institutions nationales, sous-régionales et régionales à utiliser le réseau;
- Traitement de données économiques et sociales dans les bases de données et acquisition de bases de données de sources commerciales et non commerciales;
- Formation du personnel des centres nationaux et sous-régionaux de documentation et d'institutions régionales à la normalisation et aux méthodes;
- Coopération horizontale dans le domaine de l'échange continu de l'information, y compris l'installation de bases de données dans les centres participants;
- Accès direct aux bases de données du PADIS grâce à l'installation de supports sur bandes magnétiques dans cinq centres nationaux, sous-régionaux participants et institutions régionales;
- Renforcement des centres sous-régionaux grâce à l'amélioration des liens avec les centres nationaux en vue de l'échange de données;

- Publication à intervalles réguliers de l'information contenue dans certaines bases de données et fourniture d'informations en clair à partir de bases de données telles que des services questions/réponses, la diffusion sélective de l'information et de profils de sensibilisation. Le Bulletin du PADIS, DEVINDEX-AFRICA et le répertoire des experts africains continueront d'être publiés. De nouvelles bases de données seront créées et les bases existantes seront modifiées selon les résultats des enquêtes sur l'évolution des besoins des utilisateurs.

Des travaux de recherche seront effectués sur les moyens d'améliorer les méthodes en ce qui concerne la mise en place de bases de données statistiques et non numériques. Des rapports spécialisés ainsi que des directives pour l'utilisation du système PADIS seront publiés. Un quatrième centre sous-régional de documentation et d'information sera créé. Les comités techniques sous-régionaux et régionaux continueront de se réunir afin d'élaborer des directives pour le réseau.

Grand programme : DEVELOPPEMENT SOCIAL ET AFFAIRES HUMANITAIRES

Programme : Développement social en Afrique (CEA)

Le texte suivant est une révision du plan présenté aux paragraphes 21.61 à 21.64 du plan à moyen terme pour la période 1984-1989 figurant dans A/37/6 pages 503 et 504.

A. Résolutions et décisions justifiant la révision

Au fil des ans, de nombreux instruments juridiques ainsi que des résolutions de l'Assemblée générale, plus récemment, les résolutions 40/121, 40/122 et 41/127 ont prié les organes compétents des Nations Unies d'aider à lutter contre l'abus et le trafic illicite des drogues. La première réunion interrégionale des chefs des services nationaux de répression compétents en matière de drogues en Afrique, tenue à Addis-Abeba du 30 mars au 3 avril 1987, a souligné la pertinence de ces résolutions pour la région africaine. Les participants à cette réunion se sont gravement préoccupés des tendances à une aggravation constante de l'abus et du trafic des drogues dans les pays africains, souligné que le problème était devenu hautement prioritaire au cours des dernières années et demandé des actions urgentes. En deuxième lieu, du fait du nombre accru de personnes handicapées dans la région africaine il est urgent d'appliquer rapidement le Programme d'action concernant les personnes handicapées dans les pays africains. Par conséquent, le nouveau sous-programme propose qu'on tienne compte des questions de l'abus du trafic illicite des drogues ainsi que des infirmités, deux éléments qui ne figuraient pas dans l'ancien sous-programme. Par ailleurs, les nouveaux Principes directeurs concernant la poursuite de la planification et des activités de suivi appropriées dans le domaine de la jeunesse, approuvés par la résolution 40/14 de l'Assemblée générale du 25 novembre 1985, contiennent des éléments nouveaux en ce qui concerne la solution des questions intéressant les jeunes et annulent donc les directives contenues dans l'ancien sous-programme.

Afin d'éviter la dispersion des efforts et le gaspillage des ressources, dans le sous-programme révisé, on propose de réduire certaines activités qui

figuraient dans l'ancien sous-programme, notamment celles qui sont convenablement couvertes par d'autres organismes des Nations Unies, telles que la famille, l'enfance, les réfugiés ou celles auxquelles les Etats membres ont accordé une priorité faible, le vieillissement par exemple.

Ainsi le sous-programme révisé, y compris les titres révisés, les programmes et services sociaux, reflètent une stratégie plus correcte et plus globale en ce qui concerne l'exécution de programmes et la prestation de services dans le domaine social. Son exécution mettra donc davantage l'accent sur des activités opérationnelles telles que les cours de formation, les séminaires, les stages, les voyages d'étude, les cours en internat, les réunions d'experts, les services consultatifs techniques, la mise en place d'institutions, les activités d'appui et la promotion de la coopération technique aux niveaux régional et international.

B. Sous-programme : Programmes et services sociaux

a) Textes portant autorisation des travaux

Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont les suivants : résolutions de l'Assemblée générale 37/52 (paragraphe 2); 37/53 (paragraphe 3 et 14); 39/16 (paragraphe 7); 40/17 (paragraphe 1 et 2); 40/31 (paragraphe 13); 40/32 (paragraphe 10); 40/33 (paragraphe 13); 40/34 (paragraphe 5 et 9); 40/35 (paragraphe 4 et 6); 40/36 (paragraphe 5); 40/121 (paragraphe 4 et 13); 40/122 (paragraphe 2); 41/97 (paragraphe 2 et 4); 41/98 (paragraphe 1 et 2); 41/99; 41/106; 41/107 (paragraphe 2); 41/127 (paragraphe 8); 41/149 (paragraphe 9); les résolutions du Conseil économique et social ci-après 1985/35 (paragraphe 1 et 3); 1986/13 (paragraphe 2); 1986/10; 1986/11; 1986/12; 1986/16 (paragraphe 1, 2 et 3); 1987/53 (paragraphe 12); les résolutions 494 (XIX) et 609 (XXII) de la Conférence des ministres de la CEA; les recommandations du septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants.

b) Objectifs : Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants :

- i) Objectif au niveau intergouvernemental : développer et promouvoir l'exécution de programmes et de stratégies ainsi que la prestation de services sociaux pertinents et appropriés dans le cadre des plans nationaux de développement, notamment une participation plus équilibrée et plus efficace des jeunes au développement; la pleine participation et l'intégration des personnes handicapées à la vie socio-économique, la prévention du crime, de la délinquance juvénile, de l'abus et du trafic illicite des drogues et l'administration de la justice pénale;
- ii) Objectif général du secrétariat : aider les Etats membres à élaborer, renforcer, exécuter et évaluer des programmes, stratégies et services sociaux appropriés en vue de la participation effective des jeunes au développement, de la participation et de l'intégration des personnes handicapées à la vie sociale et économique, assurer la prévention du crime, de la délinquance juvénile, de l'abus et du trafic illicite des drogues, et administrer la justice pénale dans le contexte du développement.

c) Problèmes traités

Les faits montrent que les mesures que les pays africains ont prises jusqu'ici pour satisfaire les besoins, les aspirations et résoudre les problèmes des jeunes ont eu peu d'effets sur la jeunesse et sur le développement des pays. Par conséquent, le chômage des jeunes, le sous-emploi, l'analphabétisme, l'exode rural et la délinquance juvénile sont en progression dans la plupart des pays de la région ce qui entraîne un gaspillage de ressources humaines.

La progression constante de la criminalité, notamment de nouvelles formes de crime telles que l'abus et le trafic illicite des drogues est de plus en plus reconnue comme étant un élément perturbateur du bien-être économique et social des pays africains. La criminalité s'enracine dans des conditions telles que la pauvreté, le chômage, les injustices sociales, l'effondrement des valeurs et structures traditionnelles, la dislocation sociale entraînée par des changements économiques et technologiques disfonctionnels et les types de croissance urbaine. La criminalité compromet la qualité de la vie, entrave et même annule certains des avantages du développement que les pays africains ont chèrement gagnés, ce qui entraîne des coûts économiques et sociaux élevés. Certaines formes de criminalité, particulièrement le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes, les délits économiques et autres, transcendent les frontières nationales et requièrent par conséquent une action régionale et internationale concertée.

On estime qu'il y a environ 50 millions de cas d'infirmité en Afrique. Des programmes inadéquats de soins de santé primaires et de services, les épidémies, la malnutrition, la faim et la famine, les catastrophes naturelles, les atteintes à l'environnement, diverses formes d'accident, les conflits armés, les guerres civiles et les guerres de libération, ont tous contribué à accroître le nombre de personnes handicapées dans la région. Des mesures appropriées s'imposent donc pour prévenir les infirmités, réduire le nombre de personnes handicapées, réhabiliter les personnes handicapées et leur offrir des chances égales pour qu'elles puissent participer davantage et s'intégrer à la vie économique et sociale de leur pays.

d) Stratégies pour la période 1990-1991

Afin de réaliser les objectifs fixés dans ce sous-programme, un certain nombre d'activités seront entreprises, parmi lesquelles les suivantes : recherche axée sur l'action en tant que base pour la formulation, l'exécution et l'évaluation de programmes sociaux efficaces et pertinents, stratégies et services intéressant les jeunes, prévention du crime, lutte contre l'abus et le trafic illicite des drogues, justice pénale et personnes handicapées; cours de formation, stages, séminaires, réunions d'experts, voyages d'études, cours en internat et réunions en tant que forum pour un échange d'idées et de données d'expérience ainsi que pour l'élaboration de stratégies communes; appui pour la création ou le renforcement d'organisations, d'associations, d'organismes et de structures de coordination appropriés au niveau national; services consultatifs techniques aux Etats membres pour les aider à formuler, appliquer et évaluer des programmes et services sociaux pertinents concernant

les jeunes, les personnes handicapées, la prévention du crime et de la délinquance juvénile, la lutte contre l'abus et le trafic illicite des drogues et la mise en place de systèmes de justice pénale humaine; publication de rapports techniques, de répertoires et de directives; promotion de stratégies communes et de la coopération; appui technique et coopération avec des institutions régionales telles que l'Institut africain de réadaptation des personnes handicapées et l'Institut régional africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et services de publicité et d'information.